

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 21 décembre 2020

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	60	20

N° de la séance : 21

Objet de la délibération : Assainissement -
Délégation de la compétence
assainissement des eaux usées entre la
Commune de Châteauneuf Grasse et la
CASA - Convention

- Original
 - Expédition certifiée conforme à
l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2020.252

Date de la convocation :
Le 15/12/2020

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **22 DEC. 2020**

de la réception s/Préfecture
en date du **22 DEC. 2020**

Pour le Président,
La Responsable de Service

Corinne SANTAINÉ

L'an deux mil vingt et le 21 décembre à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Chapiteau des Espaces du fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de décembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Carole BONAUT, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Marc BORIOSI, Hassan EL JAZOULI, Isabelle GARCIA, Marion MUSSO, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

François WYSZKOWSKI à Eric MELE, René TRASTOUR à Alexis ARGENTI, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Bernard GARNIER à Céline LAMBIN, Yves DAHAN à Hassan EL JAZOULI, Audouin RAMBAUD à Eric DUPLAY, Serge AMAR à Jacques GENTE, Nathalie DEPETRIS à Anne-Marie BOUSQUET, Olivia LEVINGSTON à Emmanuel DELMOTTE, Khéra BADAoui HUGUENIN VUILLEMIN à Alexia MISSANA

ABSENTS :

Monique GAGEAN, François ZEMA, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Laurent CHARTIER, Françoise THOMEL, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA, Aline ABRAVANEL, Alain BERNARD

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur CESARO,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, et notamment son article 14 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (ci-après C.G.C.T.) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2020 portant modification des statuts de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ;

Vu la délibération n° CC.2019.033 en date du 1^{er} avril 2019 du Conseil Communautaire dotant la C.A.S.A. de la compétence obligatoire « Assainissement des eaux usées » prévue à l'article L.5216-5-I°-9° du C.G.C.T., à compter du 1^{er} janvier 2020 ;

Vu la délibération n° 38/2020 en date du 29 juin 2020 de la Commune de Châteauneuf de Grasse sollicitant une délégation de compétence en matière d'assainissement collectif et non collectif des eaux usées et autorisant son maire à signer une convention de délégation ;

Considérant que depuis le 1^{er} janvier 2020, la compétence « assainissement des eaux usées » dans les conditions prévues à l'article L. 2224-8 du C.G.C.T., a été transférée à titre obligatoire à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis par ses communes membres ;

Considérant qu'antérieurement à ce transfert de compétences, les services de collecte des eaux usées et assainissement non collectif des eaux usées étaient gérés sur le territoire de la commune dans le cadre de contrats de délégation de service public (DSP) en date du 1^{er} avril 2006 pour la collecte des eaux usées et en date du 27 décembre 2013 pour l'assainissement non collectif des eaux usées ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 5211-17 du C.G.C.T., la C.A.S.A. s'est substituée à la commune au 1^{er} janvier 2020 dans ces contrats de DSP, ces derniers étant soumis au principe de continuité ;

Considérant que la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique a prévu en son article 14 la possibilité pour les communautés d'agglomération de déléguer tout ou partie de la compétence relative à l'assainissement des eaux usées à leurs communes-membres qui en feraient la demande ;

Considérant qu'à la suite de la demande de la commune de Châteauneuf en date du 29 juin 2020, la présente convention de délégation de compétence entend confier, du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2026 à la commune, la gestion, au nom et pour le compte de la Communauté, des compétences « collecte des eaux usées » et « Assainissement non collectif des eaux usées », et a pour objet la définition des moyens permettant d'assurer la continuité desdites compétences ;

Considérant dès lors que dans l'intérêt d'une bonne organisation des services et pour permettre d'assurer la bonne marche du service à compter du 1^{er} janvier 2021, il apparaît nécessaire de mettre en place par convention les moyens d'assurer la continuité de gestion de la compétence concernée ;

Considérant que ce mécanisme est en outre conforté, dans son mode de passation sans mise en concurrence ni publicité préalable, par la jurisprudence communautaire (CJUE, 13 novembre 2008, Coditel Brabant SA, aff. C324/07 ; CAA Paris 30 juin 2009, Ville de Paris, n°07PA02380 et « Landkreise - Ville de Hambourg » : CJUE, 9 juin 2009, commission c/ RFA, C-480/06 ; voir aussi par analogie CE, 3 février 2012, CdA d'Annecy et Commune de Veyrier du lac, n° 353737) ;

Considérant que cette convention n'entraîne pas un transfert de compétences mais une délégation des compétences « collecte des eaux usées » et « assainissement non collectif des eaux usées » ;

En application de l'article L. 5216-5-I° du C.G.C.T., la C.A.S.A. délègue à la commune la collecte des eaux usées et l'assainissement non-collectif des eaux usées, composantes de la compétence générale d'assainissement des eaux usées.

La convention, dont le projet est joint en annexe, a donc pour objet de définir le périmètre et les modalités d'organisation de cette délégation de compétences, par la C.A.S.A. au profit de la commune, pour une durée couvrant la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2026.

Cette convention prévoit entre autres les modalités d'exécution ; la mise à disposition des biens ; les obligations d'une part de la commune et d'autre part de la C.A.S.A. ; les modalités de contrôle ; les objectifs et les indicateurs fixés à la commune ; et les conditions financières notamment la définition des moyens humains affectés ainsi que les dépenses et recettes liées à l'exercice de la compétence.

En conséquence, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la demande de la Commune de Châteauneuf Grasse en date du 29 juin 2020 de se voir déléguer la collecte des eaux usées et l'assainissement non-collectif des eaux usées, composantes de la compétence générale d'assainissement des eaux usées ;
- d'approuver la convention de délégation des compétences « collecte des eaux usées » et « assainissement non-collectif des eaux usées », entre la C.A.S.A. et la Commune de Châteauneuf Grasse, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention, ainsi que tous les actes afférents.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la demande de la Commune de Châteauneuf Grasse en date du 29 juin 2020 de se voir déléguer la collecte des eaux usées et l'assainissement non-collectif des eaux usées, composantes de la compétence générale d'assainissement des eaux usées ;
- d'approuver la convention de délégation des compétences « collecte des eaux usées » et « assainissement non-collectif des eaux usées », entre la C.A.S.A. et la Commune de Châteauneuf Grasse, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention, ainsi que tous les actes afférents.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 21 décembre 2020
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

**Convention de délégation des compétences Collecte des eaux usées et
Assainissement non collectif des eaux usées
Conclue entre la Commune de Châteauneuf-Grasse
et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, et notamment son article 14 ;

Vu le code général des collectivités territoriales (ci-après C.G.C.T.) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2020 portant modification des statuts de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ;

Vu la délibération n°2019.033 en date du 1^{er} avril 2019 du Conseil Communautaire dotant la C.A.S.A. de la compétence obligatoire « Assainissement des eaux usées » prévue à l'article L.5216-5-I°-9° du C.G.C.T., à compter du 1^{er} janvier 2020 ;

Vu la délibération n° 38/2020 en date du 29 juin 2020 de la Commune de Châteauneuf de Grasse sollicitant une délégation de compétence en matière d'assainissement collectif et non collectif des eaux usées et autorisant son maire à signer une convention de délégation ;

Considérant que depuis le 1^{er} janvier 2020, la compétence « assainissement des eaux usées » dans les conditions prévues à l'article L. 2224-8 du C.G.C.T., a été transférée à titre obligatoire à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis par ses communes membres ;

Considérant qu'antérieurement à ce transfert de compétences, les services de collecte des eaux usées et assainissement non collectif des eaux usées étaient gérés sur le territoire de la commune dans le cadre de contrats de délégation de service public (DSP) en date du 1^{er} avril 2006 pour la collecte des eaux usées et en date en date du 27 décembre 2013 pour l'assainissement non collectif des eaux usées ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 5211-17 du C.G.C.T., la C.A.S.A. s'est substituée à la commune au 1^{er} janvier 2020 dans ces contrats de DSP, ces derniers étant soumis au principe de continuité ;

Considérant que la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique a prévu en son article 14 la possibilité pour les communautés d'agglomération de déléguer tout ou partie de la compétence relative à l'assainissement des eaux usées à leurs communes-membres qui en faisaient la demande ;

Considérant qu'à la suite de la demande de la commune de Châteauneuf en date du 29 juin 2020, la présente convention de délégation de compétence entend confier, du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2026 à la commune, la gestion, au nom et pour le compte de la Communauté, des compétences « collecte des eaux usées » et « Assainissement non collectif des eaux usées », et a pour objet la définition des moyens permettant d'assurer la continuité desdites compétences ;

Considérant dès lors que dans l'intérêt d'une bonne organisation des services et pour permettre d'assurer la bonne marche du service à compter du 1^{er} janvier 2021, il apparaît nécessaire de mettre en place par convention les moyens d'assurer la continuité de gestion de la compétence concernée ;

Considérant que ce mécanisme est en outre conforté, dans son mode de passation sans mise en concurrence ni publicité préalable, par la jurisprudence communautaire (CJUE, 13 novembre 2008, Coditel Brabant SA, aff. C324/07 ; CAA Paris 30 juin 2009, Ville de Paris, n°07PA02380 et « Landkreise-Ville de Hambourg » : CJUE, 9 juin 2009, commission c/ RFA, C-480/06 ; voir aussi par analogie CE, 3 février 2012, CdA d'Annecy et Commune de Veyrier du lac, n° 353737) ;

Considérant que cette convention n'entraîne pas un transfert de compétences mais une délégation des compétences « collecte des eaux usées » et « assainissement non collectif des eaux usées » ;

Entre

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, représentée par son Président, Monsieur Jean LEONETTI, habilité à signer la présente convention par une délibération du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2020 ;

Désignée ci-après « la C.A.S.A. »,

D'une part

Et

La Commune de Châteauneuf de Grasse, représentée par son Maire, Monsieur Emmanuel DELMOTTE, habilité à signer la présente convention par une délibération du Conseil Municipal en date du 15 décembre 2020 ;

Désignée ci-après « la Commune »,

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 : OBJET ET COMPETENCES DELEGUEES

En application de l'article L. 5216-5-I° du C.G.C.T., la C.A.S.A. délègue à la commune la collecte des eaux usées et l'assainissement non-collectif des eaux usées, composantes de la compétence générale « assainissement des eaux usées ».

La présente convention a donc pour objet de définir le périmètre et les modalités d'organisation de cette délégation de compétences, par la C.A.S.A au profit de la commune.

Article 2 : MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION

Article 2 – 1 : INFORMATION DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

Pendant la durée de la présente convention, la C.A.S.A. reste l'autorité responsable des compétences « collecte des eaux usées » et « assainissement non-collectif des eaux usées » et de l'atteinte des objectifs par la commune délégataire.

La Communauté d'Agglomération devra donc être étroitement concertée et associée au processus de gestion des compétences.

Elle devra notamment être informée tous les trimestres de l'évolution des dépenses.

La C.A.S.A. devra être destinataire des copies de tous les documents juridiques et financiers relatifs à la gestion des compétences (délibérations, contrats et avenants ainsi que tous autres documents juridiques).

Une commission mixte paritaire, composée de trois membres désignés par la C.A.S.A. et de trois membres désignés par la Commune se réunira, en tant que de besoin, pour faire le point sur la gestion des compétences, sur convocation par l'autorité délégante ou la commune délégataire selon l'ordre du jour.

Article 2 – 2 : SUIVI DES CONTRATS DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Pour l'exécution de la présente convention et dans le cadre d'une bonne gestion des services, la commune s'engage à assurer le suivi, sur son territoire, de la convention de délégation de service public en date du 1^{er} avril 2006, et attribuée à la société SUEZ EAU France pour la collecte des eaux usées, sans se substituer à la Communauté d'Agglomération, qui reste l'autorité délégante.

La convention de délégation de service public pour la collecte des eaux usées est en vigueur jusqu'au 30 juin 2021.

La convention de délégation de service public pour l'assainissement non collectif des eaux usées est en vigueur jusqu'au 31 décembre 2020. De ce fait, à compter du 1^{er} janvier 2021, le suivi de l'assainissement non collectif des eaux usées se fera par le biais d'un marché de prestations de services C.A.S.A., signé avec la société SUEZ EAU France.

La Commune s'engage à ne signer aucun avenant à ces contrats sans l'accord préalable de la C.A.S.A.

Dès la signature de la présente convention, la C.A.S.A. et la Commune s'engagent à en informer le délégataire de service public afin que ce dernier transmette toutes les informations nécessaires et prévues aux contrats de délégation à la commune délégataire de compétences.

A l'échéance des contrats actuels, la Commune devra informer la C.A.S.A du choix des modes de gestion retenus, la Commune devant réaliser toutes procédures administratives nécessaires à leur mise en œuvre.

Article 3 : MISE À DISPOSITION DES BIENS

La C.A.S.A. s'engage à mettre à la disposition de la Commune, à titre gratuit, à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, l'ensemble des biens meubles et immeubles nécessaires à la gestion des compétences déléguées et réalisés sous sa maîtrise d'ouvrage. Cette mise à disposition est régie par les articles L. 1321-1 et suivants du C.G.C.T. Un inventaire des biens mis à disposition est joint en Annexe à la présente.

Ces mises à disposition concernent plus particulièrement les ouvrages et réseaux de collecte des eaux usées, à l'exclusion des réseaux de transport des eaux usées et de la station d'épuration des eaux usées situés sur la Commune mais anciennement exploités par le SIVOM du Bar-sur-Loup et desservant plusieurs communes de la C.A.S.A.

Pendant la durée de la présente convention, la Commune assure, sous sa responsabilité, la gestion et l'entretien des biens qui lui ont été confiés, que ce soient des biens communaux ayant in fine vocation à être transférés avec les compétences à l'issue de la présente convention ou des biens mis à sa disposition par la Communauté.

Article 4 : OBLIGATIONS

Article 4 – 1 : OBLIGATIONS DE LA COMMUNE

La Commune s'engage à exercer les compétences déléguées au nom et pour le compte de la C.A.S.A. dans un objectif de qualité du service rendu et de pérennité des infrastructures concernées mais également en termes d'objectifs à atteindre fixés par la présente convention. A ce titre, la Commune se charge d'assurer la mise en œuvre des objectifs prévus dans le contrat de délégation de service public.

Pendant toute la durée de la convention, la Commune est délégataire des compétences visées à l'article 1.

En tant qu'exploitant, la commune a pour obligation d'assurer la continuité du service et de garantir le respect des règles propres au service.

Article 4 – 2 : OBLIGATIONS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

La C.A.S.A. est responsable des compétences et doit s'assurer que la Commune atteint les objectifs qui lui sont fixés.

Pendant toute la durée de la convention, la C.A.S.A. assure les missions non déléguées à la commune et dévolues à l'autorité compétente. En cette qualité, elle assure notamment sous sa responsabilité :

- La fixation de la politique d'investissement ;
- La fixation de la politique tarifaire : à ce titre la commune s'engage durant toute la durée d'application de la présente convention à appliquer les tarifs votés soit par la Commune, soit par la C.A.S.A. ;
- La fixation des conditions générales d'exploitation du service en adoptant les évolutions du règlement de service ;

La Communauté d'Agglomération, en qualité d'autorité compétente pour l'organisation des services, doit être étroitement associée au processus d'exploitation des services, notamment dans le respect des modalités prévues à l'article 2 de la présente convention.

Article 5 : MODALITES DE CONTROLE

Chaque année, la Commune établit annuellement un bilan transmis à la Communauté d'Agglomération.

Ce bilan comprend notamment la mise à jour des indicateurs de suivi prévus pour les compétences déléguées, l'état des investissements réalisés, une appréciation qualitative des actions menées au regard des objectifs définis pour chacune des compétences déléguées.

Ce bilan sera présenté dans le cadre d'un Conseil Communautaire donnant lieu à une communication publique.

Article 6 : OBJECTIFS DE LA COMMUNE ET INDICATEURS DE SUIVI

Des objectifs généraux sont assignés à la Commune pour la gestion des compétences déléguées. Ces objectifs sont assortis d'indicateurs de suivi.

- Les objectifs sont les suivants :
 - o Respect de l'objectif de réduction des eaux parasites
 - o Respect du plan prévisionnel de renouvellement
 - o Respect du programme de renouvellement du réseau
 - o Respect du programme de contrôle réglementaire des systèmes d'assainissement autonomes

- Les indicateurs sont les suivants :
 - o Taux de systèmes d'assainissement autonomes contrôlés et conformes
 - o Taux de renouvellement des réseaux

Article 7 : DUREE

La présente convention s'applique à compter du 1^{er} janvier 2021 et jusqu'au 31 décembre 2026, cette durée est donc supérieure à celle des conventions de délégation de service public actuellement en cours.

Article 8 : CONDITIONS FINANCIERES

Article 8 – 1 : MOYENS HUMAINS AFFECTES AU SUIVI DE LA COMPETENCE PAR LA COMMUNE

L'exercice par la Commune des compétences objet de la présente convention donne lieu à la mise en œuvre de moyens humains, notamment dans les domaines suivants :

- Moyens humains pour le suivi des travaux effectués par la Commune
- Moyens humains pour le suivi comptable des compétences
- Moyens humains pour le suivi administratif des compétences

L'ensemble de ces moyens humains est estimé à 0,10 ETP, correspondant à un coût de masse salariale de 5 000€, dont le montant sera porté au 012 du budget annexe Assainissement de la Commune.

Article 8 – 2 : MOYENS HUMAINS AFFECTES AU SUIVI DE LA CONVENTION DE DELEGATION PAR LA C.A.S.A.

Le suivi par la Communauté d'Agglomération de la présente convention de délégation donne lieu à la mise en œuvre de moyens humains, notamment dans les domaines suivants :

- Moyens humains pour le suivi technique de la convention
- Moyens humains pour le suivi comptable de la convention
- Moyens humains pour le suivi administratif de la convention

L'ensemble de ces moyens humains est estimé à 1 500€ de coût de masse salariale, dont le montant sera porté au chapitre 6215 du budget annexe Assainissement de la Commune.

Article 8 – 3 : DEPENSES ET RECETTES LIEES A L'EXERCICE DES COMPETENCES

La Commune engage et mandate les dépenses liées à l'exercice des compétences déléguées, objets de la présente convention.

La Communauté d'Agglomération perçoit l'ensemble des recettes liées aux compétences et les reverse à la Commune en cohérence avec les dépenses à engager de la part de cette dernière. Ces reversements se feront selon les périodes de perceptions suivantes :

- Après chaque versement de la surtaxe perçue par le délégataire ;
- Semestriellement pour les perceptions de PFAC ;
- Semestriellement pour les éventuelles subventions.

La C.A.S.A. s'acquitte des remboursements d'échéances des emprunts historiques, des impôts, taxes et redevances associés, ainsi que de la TVA, dans les cas où la réglementation l'impose. S'il y a lieu, elle procède aux déclarations de TVA auprès des services fiscaux pour les secteurs assujettis à TVA.

La C.A.S.A. sollicite toutes subventions auxquelles elle est éligible ainsi que les encaissements auprès des partenaires.

Les dépenses concernées au titre de la présente convention sont les dépenses strictement nécessaires à l'exercice des compétences exercées.

La Commune lui fournira un état des dépenses acquittées pour réaliser ces opérations à la fin de chaque année civile accompagné des copies des factures. Ce document servira de support à la reddition des comptes.

La Commune procédera au mandatement des dépenses après service fait, sur présentation des factures dans les délais réglementaires et dans le respect des règles relatives à la dépense publique du secteur local.

La Commune retrace les opérations au sein d'un budget annexe dédié.

ARTICLE 9 : FIN DE L'EXPLOITATION DU SERVICE

La C.A.S.A. aura la faculté sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour la Commune de prendre pendant les trois derniers mois de l'exploitation toutes mesures pour assurer la continuité du service, en réduisant autant que possible la gêne qui en résultera pour la Commune.

D'une manière générale, la C.A.S.A. pourra prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter le passage progressif de l'exploitation actuelle au régime nouveau d'exploitation.

La Commune sera tenue de remettre à la C.A.S.A. tous les biens mis à disposition par celle-ci, et ce en état normal de service. Elle remet également toutes les informations rattachées aux services visés par la présente convention (plans, documentations liées au service, fichiers, etc.) qui constituent également des biens transférés.

S'il est constaté que l'état de ces biens fait apparaître une carence manifeste dans leur entretien ou leur renouvellement, la Commune sera redevable envers la C.A.S.A. d'une indemnité calculée à l'amiable ou à dire d'expert.

Les biens qui ne seraient pas amortis ouvrent droit au versement d'une indemnité calculée à l'amiable, ou à dire d'expert. Cette indemnité tiendra compte notamment des conditions d'amortissement de ces biens.

La C.A.S.A. aura la faculté de racheter le mobilier et les approvisionnements utiles à la marche normale de l'exploitation du service en cause. La valeur de reprise de ces biens sera fixée à l'amiable, ou à dire d'expert, et payée à la commune dans les trois (3) mois qui suivent leur reprise par la C.A.S.A. Ces indemnités seront fonction des conditions d'amortissement de ces biens et des frais éventuels de leur remise en état. Tout somme non réglée aux dates fixées portera intérêt par jour calendaire de retard au taux légal majoré de deux points.

Article 10 : ASSURANCES

La Commune est tenue de couvrir sa responsabilité civile par une police d'assurance dont elle tient l'attestation à la disposition de la Communauté d'Agglomération.

Il lui appartient de conclure les assurances qui couvriront les différents risques correspondant à l'exercice de l'objet de la présente convention. Les compagnies d'assurances auront communication des termes spécifiques du présent contrat afin de rédiger en conséquence leurs garanties par une ampliation certifiée du présent contrat.

Article 11 : MODIFICATION ET RESILIATION

Tout projet de modification portant sur les dispositions doit faire l'objet d'un avenant à la convention, adopté dans les mêmes conditions que celles ayant présidé à la conclusion de la convention initiale.

La résiliation anticipée de la convention peut être demandée par l'une ou l'autre des parties, sous réserve d'un préavis de six (6) mois à compter de la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de cette demande.

Article 12 : CONTENTIEUX

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L. 211-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente.

Article 13 : ANNEXE

L'annexe jointe fait intégrante de la convention.

Article 14 : DISPOSITIONS TERMINALES

La présente convention sera transmise en Préfecture et notifiée aux services concernés ainsi qu'aux trésoriers et aux assureurs respectifs de la Commune et de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis.

Fait à Valbonne en deux exemplaires originaux, le

**Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,**

**Pour la Commune de Châteauneuf
Grasse,**

**Jean LEONETTI
Président**

**Emmanuel DELMOTTE
Maire**

Annexe

Désignation et consistance des biens mis à disposition

La C.A.S.A. met à disposition de la Commune, dans le cadre de la présente convention les biens listés ci-après.

Cet inventaire pourra faire l'objet de mise à jour en cours d'exécution.

Ouvrages publics d'assainissement :

L'ensemble des réseaux de collecte gravitaire des eaux usées (14,3 km)
2 postes de relevage et les réseaux de refoulement associés (environ 400 ml°)

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 21/12/2020
Numéro : CC_2020_252
Nature : DE - Deliberations
Objet : Délégation de la compétence assainissement des eaux usées entre la Commune de Châteauneuf Grasse et la CASA - Convention
Matière : 8.8 - Environnement
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : GoIAOD7

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 22/12/2020
Identifiant : 006-240600585-20201221-CC_2020_252-DE

Acte reçu

Date : 21/12/2020
Numéro interne : CC_2020_252
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : Délégation de la compétence assainissement des eaux usées entre la Commune de Châteauneuf Grasse et la CASA - Convention
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20201221-CC_2020_252-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20201221-CC_2020_252-DE-1-1_2.PDF

N